

**Numéro 10 - juin 2006**

**Les conceptions de l'autorité s'entrelacent.  
Le cas de l'Union soviétique dans les années 1930  
(catégories des acteurs et catégories des  
chercheurs)**

Yves Cohen

**Résumé**

Si Hannah Arendt a raison de dire que les totalitarismes ont mis en crise l'autorité traditionnelle, celle qui n'a besoin ni de la violence ni de la persuasion pour s'imposer, une ethnographie historique de l'autorité montre que les acteurs, ici des cadres industriels soviétiques dans le courant des années 1930, recherchent sans cesse une autorité légitime pour accomplir les tâches qui leur sont confiées. A suivre les acteurs, à relever les catégories qu'ils mettent en œuvre dans l'action et le sens qu'ils leur donnent eux-mêmes, on répertorie des définitions variées de l'autorité qui s'entrelacent et qui contribuent à asseoir l'autorité illégitime du régime sur la durée. Ces définitions doivent se coordonner avec les conceptions de l'autorité vues par le centre, inspirées d'une tradition marxiste qui remonte à un petit texte d'Engels de 1874 et que l'état-major stalinien interprète selon ses besoins. Dès lors, on peut faire dialoguer les catégories des acteurs avec celles des chercheurs et espérer donner un sens à l'histoire pour le présent.

**Abstract**

Hannah Arendt was correct in writing that totalitarianisms lead to a crisis of traditional authority (that form of authority that does need to rest upon violence or persuasion). Nevertheless, historical ethnography demonstrates that actors (here, Soviet industrial managers in the '30s) were endlessly looking for legitimate authority in order to fulfil their tasks. In following actors, in identifying the categories they were implementing in action and the meanings the latter had for them, one can make an inventory of the variety of entangled definitions of authority in use. All of them contributed to the lasting illegitimacy of the Soviet regime. These definitions had to be coordinated with those stemming from the centre, inspired by a small text published by Engels in 1874, and which Stalinist headquarters interpreted according to its needs. It might then become possible to create a dialogue between actors' and social scientists' conceptual categories and hopefully even grant some present meaning to the past..

URL: <https://www.ethnographiques.org/2006/Cohen>

ISSN : 1961-9162

**Pour citer cet article :**

Yves Cohen, 2006. « Les conceptions de l'autorité s'entrelacent. Le cas de l'Union soviétique dans les années 1930 (catégories des acteurs et catégories des chercheurs) ». *ethnologiques.org*, Numéro 10 - juin 2006 [en ligne]. (<https://www.ethnologiques.org/2006/Cohen> - consulté le 11.08.2020)

*ethnologiques.org* est une revue publiée uniquement en ligne. Les versions pdf ne sont pas toujours en mesure d'intégrer l'ensemble des documents multimédias associés aux articles. Elles ne sauraient donc se substituer aux articles en ligne qui, eux seuls, constituent les versions intégrales et authentiques des articles publiés par la revue.

# **Les conceptions de l'autorité s'entrelacent. Le cas de l'Union soviétique dans les années 1930 (catégories des acteurs et catégories des chercheurs)**

Yves Cohen

## **Sommaire**

- Une question historique aride
- De Leningrad : les praticiens parlent d'autorité
- Le type léniniste d'autorité : entre Engels et Staline
- Pouvoir et conceptions diverses de l'autorité
- Sources
- Notes
- Bibliographie

## Une question historique aride

Le sujet est austère [1]. L'autorité. Comme ailleurs, il est pourtant particulièrement à l'ordre du jour en Russie, un pays où la population est supposée désirer un pouvoir fort et où le pouvoir se plaît à exhiber sa force. Les dégâts humains et matériels qui en résultent sont terribles dans le nord Caucase et connaissent une contamination certaine dans le pays tout entier. Or, tout spécialement en Russie, il est courant d'assimiler la force à l'autorité. S'agit-il de la même chose ? Hannah Arendt répondait non à cette question dans les années 1950.

Ainsi, les formes que l'autorité revêt pour les acteurs peuvent différer de celles que proposent les philosophes. Il ne s'agit pas, pour l'auteur de ces lignes, de dire ici quelle est la vérité des conceptions de l'autorité. En revanche, il importe de considérer, de façon historienne, qu'il existe ce qu'on pourrait appeler des accents locaux indiquant des définitions dominantes de l'autorité qui diffèrent d'un pays à l'autre, d'une époque à l'autre, d'un groupe social à l'autre, d'une tradition intellectuelle à l'autre, d'une profession à l'autre, etc. La conception américaine la plus courante de l'autorité est qu'elle est un pouvoir dont une personne est investie du fait d'un titre institutionnel et non pas, comme il est le plus courant dans une tradition latine, une capacité de se faire obéir liée tout aussi bien à la personne qu'à son titre (v. un texte parfaitement clair : Bierstedt, 1954). Toutefois, le type de considération qui vient d'être utilisé mérite lui-même d'être assis sur des enquêtes historiques précises.

Une des conditions majeures de ces enquêtes est de donner la parole aux acteurs dans le cours de leur action en une véritable ethnographie historique. Ceci consiste à saisir, à pêcher dans l'acte même de la formulation la signification qu'ils confèrent eux-mêmes au mot d'autorité. Dès lors, le paysage promet d'être à la fois plus précis et plus varié, d'autant plus qu'il ne s'agit pas non plus de renoncer à mettre en œuvre les outils interprétatifs élaborés par des intellectuels contemporains de ces mêmes acteurs ou postérieurs à eux, mais de le faire de façon délibérément critique, c'est-à-dire sans les reprendre à notre compte. En général, dans les travaux historiques qui se présentent comme traitant de l'autorité, la distinction entre la conception des acteurs et celle du chercheur n'est tout simplement pas faite. Il est considéré comme évident que tout le monde partage la même définition en tous temps et en tous lieux (par exemple, Gill, 1980). Il est des historiens travaillant sur l'autorité et qui ne savent pas par quel mot se dit « autorité » dans la langue de leurs acteurs. En exhumant le vocabulaire des acteurs et le langage dans lesquels ils s'expriment et interprètent leurs actions, on n'entend donc pas se priver non plus des interprétations des philosophes, sociologues et autres penseurs. L'écart entre le vocabulaire des uns et les interprétations des autres doit cependant être clairement mis en lumière. Si les directeurs des usines soviétiques n'ont pas lu Arendt, pas plus qu'aucun des acteurs de l'entre-deux-guerres, nous pouvons aujourd'hui les faire converser avec elle et nous pouvons entrer dans la discussion pour notre compte (cela ne signifie pas que les acteurs ne lisent pas les sociologues ni les philosophes, bien au contraire, mais c'est à apprécier dans le cours de l'analyse).

C'est à ces conditions qu'on peut espérer, d'un côté, faire l'histoire comme il se doit à partir de questions posées dans le présent et, de l'autre, se laisser surprendre par l'histoire, par la diversité qu'elle offre et dont la plupart des traits sont perdus. L'enjeu consiste à ne renoncer ni à mettre au jour les catégories des acteurs ni à les confronter aux

catégories des chercheurs. C'est ce dernier aspect qui permet au travail historique de prendre sens dans le contemporain. Mais, comme le souligne l'historienne Simona Cerutti, cette opération doit être faite de façon réglée, sans perdre le fil des connexions culturelles et historiques, ni se laisser emporter par les évocations dont seul le chercheur est le maître, sans du moins tenter de les rattacher au double contexte de l'action — son contexte immédiat et celui des références qu'elle convoque elle-même (Cerutti, 2004) [2].

Par ailleurs, l'autorité est un thème sur lequel les sciences sociales n'ont élaboré aucun langage transnational commun. Ceci est d'autant plus paradoxal que la question de l'autorité est considérée comme le noyau, le fondement de ces sciences, que ce soit sous l'apparence de la « domination » (Weber, 1995), sous la forme du rapport commandement/obéissance ou désobéissance, sous celle de « l'autorité morale » des « croyances » et des « pratiques sociales » (Durkheim, 1990) ou sous une quelconque autre manifestation. Les formulations des sciences sociales tombent ainsi dans l'objet d'une étude historique de l'autorité. Effet supplémentaire donc : cette étude opère sur les fondements des disciplines dans lesquelles elle s'insère et par suite les interroge.

Dans ses travaux sur le totalitarisme, H. Arendt articule la montée des mouvements totalitaires avec ce qu'elle désigne comme une crise de l'autorité. L'émergence et l'installation des régimes totalitaires nazi et stalinien s'opèrent selon elle sur fond de crise généralisée des autorités traditionnelles. La conception de l'autorité qu'elle développe est tributaire de cette opposition : « L'autorité exclut l'usage de moyens extérieurs de coercition ; là où la force est employée, l'autorité proprement dite a échoué. L'autorité, d'autre part, est incompatible avec la persuasion qui présuppose l'égalité et opère par un processus d'argumentation. Là où on a recours à des arguments, l'autorité est laissée de côté. [...] S'il faut vraiment définir l'autorité, alors ce doit être en l'opposant à la fois à la contrainte par force et à la persuasion par argument » (Arendt, 1989 : 123) [3]. Cette conception de l'autorité est elle-même d'une très grande force. Elle s'appuie sur une critique de la tradition philosophique grecque à laquelle manquait le concept d'autorité et sur la tradition romaine qui a conçu le concept tel que le monde occidental l'adopte.

Or, de leur côté, les acteurs historiques ne cessent pas d'utiliser le terme d'autorité pour penser et orienter ce qu'ils font. Ils n'ont toutefois pas lu Hannah Arendt, du moins à coup sûr avant les années 1960. Ils ne se situent en aucune façon forcément dans ce que la philosophe a reconstruit pour l'identifier comme la tradition occidentale de l'autorité. Dans l'Union soviétique des années 1930, les significations que les acteurs prêtent à ce terme sont variées, que ce soit dans leurs conversations au cours de l'action ou dans la presse et la littérature politique, quel que soit par ailleurs leur niveau hiérarchique. Ces significations sont loin de relever toutes d'une autorité qui serait fondée sur la violence totalitaire ou, d'un autre côté, sur la persuasion idéologique. Or jusqu'à présent, à ma connaissance, les formes concrètes que les acteurs soviétiques donnent à ce qu'ils entendent par « autorité » ne font pas l'objet d'études historiques [4]. Elles sont donc encore moins situées dans une histoire longue de l'autorité dans l'empire russe et qui en étudierait les particularités.

Nous avons à la place une immense littérature sur la qualification de totalitaire du régime stalinien, sur la complexité inextricable des structures gouvernementales, sur le chaos que les efforts même de réguler ne font qu'accroître. Tout cela est fort utile mais donne peu de chose sur les conceptions de l'autorité et leurs effets dans le réel. D'autant moins que le marxisme est réputé ne pas avoir élaboré sa théorie de l'autorité : « Le continuateur le plus important de Hegel — Marx — a complètement négligé le problème de l'autorité », écrit le philosophe français né à Saint-Petersbourg en 1902 Alexandre Kojève (Kojevnikoff) (2004 : 51). On le verra, ce n'est pas si sûr.

Cet article se lance donc à la poursuite l'« autorité » dans ses acceptions pratiques. Et ce qu'il trouve, ce sont des acteurs qui eux-mêmes sont à la poursuite d'une autorité effective qui ne cesse de leur échapper. L'ambition est de contribuer à ouvrir un champ de recherche historique qui formerait, sans s'arrêter aux dates fatidiques de 1917 et de 1991, une histoire de l'autorité en Russie et qui n'en soit d'ailleurs pas forcément une histoire russe : les conceptions de l'autorité sont marquées, comme nombre de caractéristiques de gouvernement ou de culture, par des emprunts, des circulations et des traductions.

Je poursuis maintenant cette étude en m'appuyant sur une enquête à propos du commandement industriel et en suivant l'émergence, dans les sources, de la thématique de l'autorité dite sous ce nom même. Assurément, d'autres domaines auraient pu aussi servir de champ de recherche. Je plongerai d'abord dans les conversations des cadres de l'usine Krasnyi Putilovets (mieux connue sous le nom de Poutilov) de Leningrad en 1930 rapportées par d'excellents sténogrammes, puis dans les humeurs de directeurs publiées en 1940 par la *Pravda*. Dans la seconde partie, sera étudié comment l'autorité est conçue par l'état-major stalinien au milieu des années 1930.

### **De Leningrad : les praticiens parlent d'autorité**

« Nous ne briguons pas une autorité à bon marché et les ouvriers de Poutilov le veulent moins que tout » (TsGASP, 1788/23/123/41). La phrase est prononcée par Vassili Grachev, le directeur de l'usine Poutilov, à une conférence de production en avril 1930. Nous sommes en pleine montée en puissance du premier plan quinquennal. Poutilov est au centre de l'attention des instances supérieures parce qu'elle est encore pour quelque temps la seule usine à fabriquer des tracteurs en URSS tandis que la collectivisation forcée bat son plein. L'enjeu consiste à retenir les ouvriers qui font jouer à fond le marché du travail et vont d'une usine à l'autre en cherchant à obtenir le meilleur échelon possible sur la grille de classification.

Un conflit ravage à ce propos les entreprises soviétiques. Il oppose les différentes hiérarchies. La hiérarchie opérationnelle, celle qui commande directement le travail dans les ateliers, a tout intérêt à attribuer aux ouvriers les échelons qu'ils réclament pour mieux les retenir : brigadiers, contremaîtres et chefs d'atelier sont de ce côté. Pour eux, c'est le seul moyen d'assurer la production, mais le risque, c'est de franchir les limites de la masse salariale définie par le plan. Une autre hiérarchie, la hiérarchie fonctionnelle, se fait le défenseur des limites posées par le plan : ce sont surtout les services de la normalisation plus ou moins taylorienne du travail avec leurs préparateurs du travail et leurs chefs.

Devant le large public de cette conférence (représentants des ouvriers et des « brigades de choc », syndicat, parti communiste, autres « organisations sociales », haute maîtrise et direction), Grachev prend le second parti, celui de l'orthodoxie économique [5]. L'autorité à bon marché qu'il rejette est en fait la plus chère en termes financiers puisqu'elle consiste à accorder des échelons élevés aux ouvriers. Mais, sur le plan moral, c'est une autorité de complaisance qui menace de ruiner la construction socialiste. Il convient d'afficher qu'on y résiste.

Dans d'autres arènes moins publiques, la position de Grachev n'est pas si rigide. La raison en est que sur place, en situation, l'autorité gagnée par les chefs en attribuant des échelons dans la grille est bien celle qui fait tourner les usines et « sortir la production », remplir donc les premiers objectifs du plan [6]. Le même jour d'avril 1930 mais dans une réunion plus fermée, la direction du personnel de l'usine (une instance fonctionnelle qui porte le nom de Département de l'économie du travail) refuse de faire passer des grutiers de la catégorie 3 à la catégorie 4 car il y en a déjà trop à ce niveau. Un chef d'atelier dit que ce n'est pas à ce département d'en décider : « Quand des informations de ce genre descendent jusqu'à l'ouvrier, il est peu probable que ça permette le renforcement de l'autorité du chef. Je propose de revoir la question de ce point de vue : le chef a-t-il le droit de faire passer d'une catégorie à une autre dans les limites confirmées par la loi » (TsGASP, 1788/23/123/3). Grachev ne prend pas parti. Autrement dit, ici, le chef d'atelier se prévaut de sa responsabilité opérationnelle pour user d'une autorité qu'il tient du droit et pour accorder des échelons que l'économie locale du plan devrait l'obliger à refuser. Il cherche à sauver son efficacité. Dans cette bataille pour l'autorité, Grachev n'a rien à proposer. Ce n'est pas dans ce contexte qu'il prononce la phrase sur l'autorité à bon marché. C'est pourtant l'autorité sur les ouvriers qui est en jeu et c'est bien dans ces termes de l'« autorité » que les chefs en discutent.

L'archive montre comment les départements fonctionnels ne cessent de se battre pour renforcer leur autorité sur le processus de production. Ils sont mis en cause de tous côtés. Les ouvriers protestent contre leurs tentatives de normaliser le travail à la Taylor et contre leurs efforts pour standardiser les pièces. Une expression récurrente apparaît dans les discussions : il faut « relever l'autorité » de ces départements. Par exemple, dans des discussions de 1931 : « Fixer les tâches de travail, relever l'autorité, augmenter le personnel » du bureau de rationalisation, ou bien : « Il faudra éclaircir ce que suppose la standardisation [...]. Et ensuite, relever l'autorité de ce travail » (TsGASP, 1788/23/178/81 et 113). On assiste ici en direct à l'impossibilité pour l'autorité taylorienne d'imposer sa forme sur la production. Cette forme, empruntée, importée, issue d'une circulation transnationale, est celle du bureau-laboratoire dans lequel des professionnels spécialisés dans la science du travail confectionnent des normes à appliquer par les ouvriers dans les ateliers voisins : une autorité fondée sur une science et pratiquée dans un laboratoire tout proche des actes à normer.

En bref, les cadres de toute sorte agissent sous une pression intense du centre. Leur capacité de remplir le plan dépend de quelque chose qu'ils nomment leur autorité. Comme on le voit, traiter de l'autorité suppose de ne pas seulement s'occuper de celle du grand chef, Staline, des plus grands chefs, ni des grandes institutions comme le parti, mais de celle de cadres de tous niveaux aux prises avec leurs tâches opérationnelles. Ces

porteurs d'autorité ont leurs propres nécessités, leurs propres interprétations de ces nécessités, leurs propres chemins, leurs propres termes, des significations propres des termes qu'ils utilisent. Les directeurs d'usine, les chefs d'atelier, les contremaîtres ne peuvent sur la durée agir comme des policiers (violence) ou des propagandistes (persuasion) : ils sont tenus de confectionner, souvent dans l'espace d'un collectif, leurs propres voies pour une autorité opérationnelle où, en l'occurrence, sont en jeu la mise au travail des ouvriers et leur travail même.

Dans les occurrences relevées, il se dégage trois configurations. a) Le chef opérationnel refuse de voir son autorité ruinée par l'intervention des services fonctionnels dans la gestion du personnel de son atelier : l'autorité du chef est un viatique attaché à sa personne, que les instances supérieures et latérales mettent en danger par leur réglementation qui s'oppose à l'efficacité de l'action. b) Face à cette autorité des chefs hiérarchiques directs, celle des services fonctionnels est à « relever » (*podniat'*). Elle est remise en cause précisément du fait de cette logique de l'efficacité immédiate : ils demandent sans cesse aux instances supérieures de renouveler leur dotation d'autorité. Dans ce sens, de nouveau, la dotation en droit, c'est l'autorité. Nous sommes dans le fil historique de l' « auctoritas » issue du droit romain [7]. c) « L'autorité à bon marché » que prétend rejeter Grachev est pourtant celle qu'il doit protéger pour sortir la production, quitte à admettre d'avoir à enfreindre les limites planifiées relatives aux salaires ; mais il est impossible de le reconnaître publiquement, d'autant plus que les ouvriers, les « maîtres » (*khoziainy*), ne sauraient vouloir qu'on saborde la construction socialiste pour quelques kopecks de plus ! Cette autorité relève d'actes concrets et non plus d'une dotation en droits. Les acceptions du mot « autorité » sont ici en tension entre deux pôles : d'un côté une allocation de droits dont peuvent disposer soit des individus soit des groupes soit des institutions (des services, des bureaux) ; d'un autre côté des actes ou des politiques qui assurent le consentement ouvrier. Nul doute que cette tension se retrouverait dans d'autres époques, d'autres lieux et d'autres contextes.

On constate ainsi que, bien qu'en régime « totalitaire », l'autorité pratique recherchée par les acteurs industriels rejoint la définition des formes traditionnelles occidentales qu'Hannah Arendt et autres penseurs stylisent au cours des décennies suivantes dans le mouvement même de leur critique du totalitarisme. Dans ces discussions, l'autorité ne relève ni de la violence ni de la persuasion. Il n'en reste pas moins qu'on n'en est jamais loin. Les formes et les acceptions diverses de l'autorité s'y épaulent les unes les autres. La conférence de production de 1930 déjà évoquée le formule bien : « On peut dire les choses ainsi : prendre impérativement des mesures contre le *turn over*. Pour ceci, organiser une série de procès démonstratifs dans les différents ateliers de l'usine, renforcer le travail éducatif, etc., etc. » (*TsGASP*, 1788/23/123/43ob). Répression d'un côté, éducation de l'autre : parce que rien ne va de soi.

Autre aspect encore : quel que soit le théoricien, l'autorité est toujours la réussite d'un ordre prononcé par une figure hiérarchique. Mais est-ce toujours ce qui est en question dans ces discussions ? Lorsqu'ils essayent de retenir la main-d'œuvre, les cadres ne commandent pas comme au travail, ils ne donnent pas l'ordre de rester, ils attribuent des échelons, ils menacent, ils incitent. Nous sommes dans ce que Michel Foucault définit comme la gouvernementalité : les chefs d'atelier recherchent, sur ce



point précis, une autorité de gouvernement et non une autorité de commandement qui est la seule dont on traite habituellement (et même si ces deux autorités distinctes sont très entremêlées dans les pratiques) (Foucault, 2004).

Sautons dix ans. En septembre 1940, la *Pravda* publie un article de quatre directeurs d'usines de Leningrad (Svetlana, OGPU, Lénine et Bolchevik). Ces directeurs réclament « le droit de diriger l'entreprise de façon autonome » et s'en prennent aux commissariats du peuple et à leurs directions générales qui ne cessent d'intervenir dans leurs opérations. Si la lettre est publiée, c'est qu'elle est autorisée : comme d'autres manifestations de ce type, elle marque l'esquisse d'une prise de conscience des excès centralisateurs dans le gouvernement économique (Bienstock et al., 1944 : 8, cité par Sapir, 1989 : 45). Mais c'est d'un autre point de vue que je l'envisage ici. Les services fonctionnels des entreprises avec lesquels la hiérarchie directe était en conflit depuis les années 1920 ont été supprimés en 1934. Comme nos quatre auteurs le disent, « le directeur soviétique est le chef de l'entreprise doté des pleins pouvoirs », il est le *edinonachal'nik*, le « commandant unique ». Son « autorité » a été considérablement renforcée et surtout par les lois du travail draconiennes de l'été 1940 qui, entre autres, prévoient des peines de prison et de camp pour absentéisme à partir d'un retard de vingt minutes. C'est bien dans les termes de l'autorité que ces directeurs le formulent : « Le plénum de juillet du CC du PCR(b) a posé dans toute son étendue la question du renforcement du commandement unique (*edinonachalie*), du relèvement de l'autorité des commandants de la production. Le parti et l'État ont offert au directeur soviétique la possibilité d'être le maître dans l'entreprise, pourvu de toute l'autorité et de tous les pouvoirs ».

C'est dire que bien qu'ils soient gorgés de « droits » et donc d'autorité, ça ne marche pas bien. Ils ont encore besoin d'autonomie, ce qui signifie implicitement leur désir de renforcer leur autorité de terrain (plus de liberté dans la répartition des sommes issues du « fonds du directeur », cette caisse instaurée en 1931 pour permettre plus de souplesse dans la gestion du personnel mais dont l'usage par les directeurs a été restreint, les dépenses étant contrôlées très haut par les directions générales des « commissariats du peuple » (ministères) ; plus de marge de manœuvre dans la répartition des différentes catégories d'ouvriers et d'employés, dans l'usage des fonds d'investissement, etc.). En un mot, ils veulent en 1940 ce que Grachev avait condamné comme « autorité à bon marché » en 1930.

Et encore ces *edinonachal'niki* ne protestent-ils pas — mais ce serait impossible — contre l'usage par le parti communiste lui-même de toute la « force de son autorité » pour intervenir dans les actions de management. Ce que le secrétaire adjoint du parti de l'usine Kirov (anciennement Poutilov) écrit au même moment est représentatif d'un phénomène bien plus large : « Il est revenu à l'organisation du parti en production de résoudre beaucoup de problèmes de manière opérationnelle dans la marche de l'usine. Nous avons installé un contact étroit et l'unité d'action avec l'administration de l'usine. Mais cela ne signifie pas que l'organisation du parti ne doit pas influencer avec la force de son autorité sur les différents chefs si les intérêts de l'affaire l'exigent » (Sharkov, 1940 : 31, souligné par moi).

Dans le texte des directeurs, trois instances ou niveaux sont en jeu. *L'autorité personnelle* (1) qu'un directeur pourra construire sur le terrain dépend de l'allocation de droits dont *les directeurs* en tant que *groupe* (2) sont investis par *les organismes supérieurs* (3). Tout le monde sait ce que ne dit pas la *Pravda* : qu'un autre porteur d'autorité agit en permanence, le parti, et aussi d'autres encore que sont la police, la justice et les organismes de contrôle (Solomon, 1996). *L'autorité résultante*, au point d'impact, dépend des rapports instantanés entre toutes ces forces d'autorité. L'entremêlement est inextricable et la lettre ouverte de ces directeurs signale un échec. Par sa revendication d'un surcroît d'autorité pour les directeurs, elle désigne le manque d'une autorité qui n'aurait besoin ni de violence ni de persuasion, malgré l'incroyable suréquipement en droits et l'hypertrophie de l'autorité comme dotation.

### **Le type léniniste d'autorité : entre Engels et Staline**

Passons maintenant à un autre niveau du discours de l'autorité, celui du centre. Dans un discours fameux du 4 mai 1935 à l'occasion de la promotion des élèves des écoles supérieures de l'armée rouge, Staline déclare que les hommes sont le capital le plus précieux. L'argument est celui-ci : nous avons maintenant la technique qui nous manquait, il nous faut désormais des hommes, des cadres. Un éditorial de la *Pravda* du 25 février 1934, un de ces articles non signés qui sont autorisés par les plus hautes instances, déclare déjà : nous avons accumulé beaucoup d'autorité, il nous faut désormais des chefs. Il y a un certain parallèle : nous sommes dotés de technique, nous avons besoin d'hommes ; nous sommes dotés d'autorité, nous avons besoin de chefs.

Ce début de 1934 est le moment du « congrès des vainqueurs », le XVIIe congrès du Parti communiste de l'URSS où l'on se congratule du succès de la collectivisation forcée et des victoires des deux premiers plans quinquennaux. La question de l'organisation est au premier rang. C'est là que la suppression de l'organisation fonctionnelle dans les entreprises est décidée officiellement. Cette opération marque un pas nouveau dans l'affirmation du régime de gouvernement vertical que Staline introduit partout. Pour les « commandants uniques » (*edinonachal'niki*) que sont les directeurs d'usine, elle est une dotation supplémentaire en droits.

Et que dit cet article de la *Pravda* titré « A propos du directeur soviétique et du commandement unique » ? Il définit tout d'abord le « rôle » des directeurs. Leur position est centrale parce que « le socialisme, c'est l'organisation » et que « le directeur soviétique est *l'organisateur* de la production des valeurs matérielles ». Et voilà le motif essentiel de l'intervention : « Mais les directeurs sont loin de toujours correspondre à leur rôle » : Staline s'était moqué au XVIIe congrès du « type » de directeur que représentent les « bavards honnêtes » (*chestnye boltuny*). Nous sommes bien à un moment politique particulier. Un discours d'Ordzhonikidze (le super ministre de l'industrie, très proche de Staline) du mois de mars insiste aussi sur ce qu'il nomme le « *nachal'stvo* » pour l'opposer au bureaucratisme (le mot *nachal'stvo* dans cet usage est intraduisible : on pourrait dire : le commandement des chefs ou par les chefs) (Shearer, 1996 : 237) [8]. Dans un autre discours du même mois, il se moque des cadres qui couvrent leur faiblesse en accusant celle de la technique : « Quand vous transmettez une commande à telle ou telle usine, celle-ci déclare sur le champ : « Nos capacités techniques ne le permettent pas ». C'est faux » (*Za industrializatsiiu*, 4 mars 1934).

Il y a tension entre le rôle des directeurs et leur personne : au cœur de cette tension, l'autorité. L'autorité n'est plus ici simplement une allocation de droits venant du centre, elle ne relève plus non plus d'une politique particulière comme celle des salaires ou des classifications, elle n'est pas cette « force » dont dispose le parti communiste. Elle est une qualité des personnes : « Que réclame-t-on du directeur ? Avant tout, qu'il soit le maître de la tâche dont il est chargé, qu'il soit un chef ayant de l'autorité [9]. [...] Un directeur sans autorité n'est pas un directeur », quels que soient les droits dont il dispose.

Cet article devient dès lors l'un des rares passages connus du corpus bolchevik sur l'autorité. Il vient montrer que non seulement le marxisme a une théorie de l'autorité, mais que celle-ci n'est jamais identique à elle-même d'un bout à l'autre du parcours historique de cette pensée.

Tout d'abord, l'article cite un texte très peu connu de Friedrich Engels, un petit article de 4 pages, *Dell'autorità*, publié en 1874 dans une revue italienne en même temps qu'un texte de Marx sur l'indifférence en matière politique. Cet article est écrit dans le cours d'une bataille commune contre les anarchistes et a certainement été rédigé en concertation avec Marx. Le texte d'Engels vient d'être publié en russe en cette année 1934, pour la première fois, dans le volume XV des œuvres de Marx et Engels. Il était jusque là seulement connu par sa traduction de l'italien en allemand dans la revue social-démocrate *Neue Zeit* en 1913-1914, puis par quelques citations de cette traduction par Lénine dans *L'État et la Révolution*, texte majeur écrit en 1918 [10]. Engels explique d'abord que les nécessités de la coordination et de la complexité techniques dans l'industrie rendent l'autorité nécessaire et ceci de façon « absolument indépendante de toute organisation sociale ». Dans la filature de coton mue par la machine à vapeur, tous doivent respecter des horaires et des contraintes techniques : « L'autorité de la vapeur n'a cure de l'autonomie des individus ». Il en est de même dans les chemins de fer et sur les navires en haute mer : la soumission à la hiérarchie s'impose. Autorité, donc, de la matière, plus précisément de la matière technique, du processus technique qui sont, dans la plus pure acception marxiste, indépendants du social. Mais l'autorité est également celle des armes, une autre forme de matérialité technique. C'est la partie du texte d'Engels la plus citée par Lénine. Le penseur allemand y écrit : « Une révolution est certainement la chose la plus autoritaire qui soit, c'est l'acte par lequel une fraction de la population impose sa volonté à l'autre au moyen de fusils, de baïonnettes et de canons, moyens autoritaires s'il en est ; et le parti victorieux, s'il ne veut pas avoir combattu en vain, doit continuer à dominer avec la terreur que ses armes inspirent aux réactionnaires ». C'est ici la version la plus publique et la plus répandue de l'autorité marxiste : elle a une nature de classe et repose sur la violence des armes. Ces deux points servent à démontrer que l'autorité est nécessaire sous le socialisme, contrairement à ce que les anarchistes proclament.

Trois caractéristiques donc de la conception marxiste de l'autorité, qui existe bien : a) elle reconnaît la nécessité d'une certaine « soumission de la volonté d'autrui à la nôtre » et d'une certaine « subordination » qui portent ce nom d'autorité ; b) celle-ci provient d'une nécessité technique socialement et politiquement neutre d'une part, c) elle provient d'autre part de la violence des armes qui, elle, est une expression de classe. Il est intéressant de marquer ce que sa lecture par Staline et ses proches en

retient en ce début 1934. La *Pravda* cite donc : « Vouloir abolir l'autorité dans la grande industrie, c'est vouloir supprimer l'industrie elle-même. C'est détruire la filature à vapeur pour en revenir à la quenouille. » Plus loin : « Prenons un autre exemple, celui du chemin de fer. Ici, la coopération d'un grand nombre d'individus est absolument indispensable, coopération qui doit avoir lieu à des heures précises pour qu'il n'y ait pas d'accidents. Ici encore, la première condition de toute l'entreprise est une volonté supérieure qui commande toute question subordonnée [...]. Dans un cas comme dans l'autre, on a affaire à une autorité bien tranchée. Bien plus, qu'advierait-il du premier train si l'on abolissait l'autorité des employés de chemin de fer sur [...] les voyageurs ? [11] » Ces passages font écho à de nombreux passages de Lénine sur la nécessité du commandement unique dans l'industrie et de la subordination sans phrase à la volonté du gestionnaire.

Mais avant de quitter Engels, marquons un étonnement que ce texte ne soit pas plus cité dans le corpus stalinien et post-stalinien. Ainsi, toute référence à *L'État et la Révolution* et donc aux citations d'Engels par Lénine est absente d'un recueil par ailleurs très riche de citations de Lénine sur l'autorité du chef, publié en 1963 [12]. Dans cet article de 1934, la *Pravda* ne reprend pas le passage sur l'autorité des armes, mais il ne reprend pas non plus la forte formule d'Engels sur « l'autorité de la vapeur ». Est-ce à dire que la matière, même technique, ne saurait avoir d'autorité dans le monde stalinien ? Et en effet, on a ici l'écho de la bataille constante que Staline mène contre l'évocation par les cadres des « conditions objectives » ou encore des « raisons techniques » qu'ils objectent pour justifier leurs erreurs : seule la responsabilité personnelle compte, la matière est innocente des erreurs des hommes. Écarter la matière permet d'accuser les hommes. Cette conception trouve en 1935 une de ses principales manifestations dans la répression des cadres des chemins de fer qui invoquaient une « théorie des limites », mais il en est beaucoup d'exemples dans d'autres domaines administratifs et industriels (Cohen, 2003 et 2005).

De quoi se compose l'autorité dont les directeurs doivent faire preuve ? De qualités personnelles qui sont d'abord des compétences : savoir utiliser leurs droits, connaître son affaire, savoir organiser, planifier et diriger : « On aura beau lui donner des droits, on aura beau le soutenir, il ne ressortira rien d'un directeur chiffe molle (*direktor-shliapa*). Pourquoi souvent n'y a-t-il pas de commandement unique dans les entreprises ? Parce que le directeur ne connaît pas son affaire, parce qu'il ne sait pas diriger de façon opérationnelle et planifier la production. [...] L'essentiel maintenant ne réside pas dans un manque de droits du directeur mais en ceci qu'il doit être un grand organisateur sachant se servir de ses droits en ce qui concerne le commandement unique et être le véritable commandant de la production (*komandyr proizvodstva*) ». Il doit encore avoir pour qualité d'être honnête, non pas tant par rapport aux ouvriers et aux employés qu'envers l'État.

En d'autres termes encore : maintenant que nous avons construit l'édifice des droits des directeurs et que nous vous avons donné toute l'autorité possible, la légitimité de vos actes est assurée : soyez des chefs (*nachal'niki*), agissez en chefs, construisez-vous personnellement comme des chefs. Ceci n'est pas sans évoquer ce cri poussé en 1937 en France par Claude-Joseph Gignoux, le chef du patronat français, après avoir fait face au mouvement de grève sans précédent du Front populaire dont un

des traits était la remise en cause de l'autorité patronale : *Patrons, soyez des patrons !* La préoccupation des élites de former des chefs capables et assurés n'est ni seulement soviétique, ni seulement totalitaire. La particularité soviétique est qu'en ce début 1934 l'état-major stalinien déclare : nous avons fait notre travail de chefs, faites-le vôtre : une cible humaine est constituée historiquement, intellectuellement et pratiquement pour être livrée à l'accusation.

### **Pouvoir et conceptions diverses de l'autorité**

Comme l'indique à raison H. Arendt, le monde soviétique est bien empreint de l'idée que l'autorité est fondée sur la violence. L'étude historique montre toutefois que les cadres d'entreprise des années 1930 recherchent pour eux une autorité qui ne provienne ni de la violence, ni de l'idéologie, donc une autorité légitime dans le sens même que lui donnent H. Arendt et d'autres penseurs comme M. Weber et A. Kojève. Par ailleurs, la conception de l'autorité rencontrée le plus souvent est celle de la dotation en droits. Celle-ci relève sans doute de la force, mais la force du droit qu'elle met en jeu n'est pas équivalente à la violence des armes, tout en n'étant pas non plus, par ailleurs équivalente à la légitimité. Les cadres manifestent en plusieurs occasions que cette dotation est insuffisante pour assurer la marche de l'économie. D'autres formes sont nécessaires qui puissent outiller l'autorité en acte dont ils ont besoin dans les situations où leur problème consiste à faire face au personnel ouvrier et employé. Ils expriment aussi qu'ils n'ont pas seulement besoin d'une autorité de commandement qui permette à leurs ordres de rencontrer une obéissance [13], mais d'une autorité de gouvernement qui permette d'orienter les conduites ouvrières. En vertu de la conception dominante proprement pondérale de l'autorité, le groupe stalinien charge les « commandants uniques » industriels (*edinonachal'niki*) de droits. Puis, en 1934, une fois la tâche accomplie, il leur déclare qu'ils doivent acquérir une autorité personnelle fondée sur leurs qualités propres. Dans le découpage qu'ils opèrent dans la théorie de l'autorité élaborée par Engels, les staliniens rejettent l'idée que la matière, que le processus technique possède une autorité. La technique et plus largement les « conditions objectives » sont dépouillées de la sorte de toute responsabilité et celle-ci repose dès lors entièrement sur les humains, les exposant sans protection à l'accusation, qui est la forme normale de résolution des problèmes sous le bolchevisme.

Plutôt que de supposer implicitement que tous les acteurs ainsi que les sciences sociales qui les étudient partagent tout uniment la même conception de l'autorité, cet article recherche ainsi la diversité et l'entrelacement des conceptions de l'autorité portées par les acteurs dans le cours de leur action. Il confronte ces conceptions avec celles dont les sciences sociales occidentales sont les porteuses en tentant de rouvrir le jeu des significations pratiques et montre ainsi les enjeux qui se dessinent autour de ces diverses conceptions. La conception à la fois violente et dotatoire portée par le centre stalinien ne saurait être opérationnelle, efficace et surtout durable sans la poursuite parallèle d'une autorité pratique de la part des cadres moyens. Dès lors, H. Arendt a aussi tort : la société soviétique n'aurait pas duré sans qu'un certain jeu ne soit laissé à cette recherche de l'autorité légitime par les acteurs du pouvoir en tous lieux. Bien que celle-ci s'entrelace avec le travail de la police (violence) et celui de la propagande (persuasion), la poursuite est d'autant plus active et désespérée que l'action du centre est plus implacable. Des espaces de

légitimité locale s'engrènent avec l'illégitimité fondamentale du système dans son ensemble. La question n'est donc pas seulement celle, si importante, et que traitent si souvent les études historiques : celle de l'enchevêtrement inextricable des hiérarchies et des autorités au sens de pouvoirs administratifs et politiques (autorité peut se traduire en russe par le mot qui signifie aussi pouvoir, *vlast'*), ces autorités qui s'accumulent, se disputent, convergent, se montrent plus ou moins actives et se résolvent finalement en situation par la victoire de l'une ou de l'autre [14]. La question, donc, n'est pas seulement celle de ce pullulement institutionnel et de la police bureaucratique, mais aussi celle de la confrontation et de la coopération plus ou moins harmonieuse de conceptions et de pratiques diverses de l'autorité [15].

Assurément, sous une forme moins conflictuelle, moins apocalyptique, il en est de même dans les sociétés libérales. L'idée que l'autorité procède de la violence ou de la persuasion y est aussi très courante — ainsi que les pratiques correspondantes. L'étude d'engrènements singuliers de divers modes et conceptions reste à faire. Elle ne saurait être menée en se contentant de la répétition que la seule vraie conception de l'autorité est celle qu'élabore Hannah Arendt, sans violence ni recherche d'arguments persuasifs. En s'abstenant de procéder à des jugements de vérité, la présence d'autres conceptions dans le réel historique doit être considérée, dans l'étude, comme une part de ce réel.

L'un des propos tenu ici est qu'il ne saurait y avoir d'étude historique de l'autorité sans le relevé des catégories des acteurs, non seulement parce que ces acteurs sont aux prises avec l'autorité, mais parce qu'ils la pensent pour leur propre compte. Il y a là, déjà, un grand chantier pour l'histoire. Il serait toutefois insuffisant d'en rester au relevé de ces traces historiques. Cette attention essentielle au vocabulaire des acteurs ne disqualifie aucunement les grandes traditions de la pensée de l'autorité qui imprègnent le langage des sciences sociales. Elle impose d'objectiver la relation que le premier entretient avec les secondes. L'objectivation de cette relation contribue à connecter le travail historique aux questions du présent. Et surtout, ce souci pour les catégories des acteurs ne doit pas non plus conduire à négliger le cadre d'ensemble de l'action des chefs intermédiaires. Aux temps soviétiques, tout en participant eux-mêmes à la construction de ce cadre, ils sont pris dans une pression institutionnelle d'une extrême violence qui est précisément le motif de la réflexion moderne sur l'autorité, qu'il s'agisse de celle d'Arendt ou de celle de Kojève (et moins certes de celle de Weber qui n'a connu pas les déploiements totalitaires du fascisme, du nazisme et du stalinisme). Sans doute y a-t-il là un phénomène presque circulaire : l'autorité dominante n'est pas celle des philosophes, mais elle a besoin, pour opérer, de la recherche par les acteurs d'une autorité telle que les philosophes la définissent et que l'on ne distingue que dans l'attention aux pratiques et au langage dont elles sont composées. L'analyse historique peut se mettre en mesure de détecter et de démêler cet écheveau de l'autorité. L'une des conditions serait la mise au point d'un vocabulaire transnational commun pour traiter cette question en faisant droit de façon explicite à la variété, d'abord géographique, des diverses conceptions.

Une telle étude peut-elle aider à penser le moment contemporain ? Est-ce que le gouvernement actuel de la Russie, qui est celui de l'organisation porteuse de la violence institutionnelle aux temps soviétiques, le KGB devenu FSB, ne porte pas une conception de l'autorité qui se justifie par

la force des armes, exercée effectivement et tragiquement sur un petit peuple à la bordure nord-caucasienne de la Fédération ? Est-ce que les incessantes démonstrations de force dans bien des domaines encore, la presse, l'économie, les relations avec « l'étranger proche » (les anciennes républiques de l'URSS), ne sont pas, tout comme la guerre de Tchétchénie, la manifestation répétée d'un échec, celui de l'établissement d'une autorité gouvernementale fondée sur la légitimité démocratique dans cet empire si longtemps ravagé par les pouvoirs tsariste et soviétique ? Et, s'il en était besoin, une telle étude ne contribuerait-elle pas à indiquer que d'autres formes d'autorité légitime se cherchent plus discrètement dans les pratiques de tous ordres, que la seule image donnée par le pouvoir central ne permet pas de saisir, tout en indiquant dans le même mouvement que ces autres formes n'en sont pas pour autant la recherche d'une prolifération démocratique et qu'elles peuvent même contribuer à rendre plus tolérable l'autorité de la violence ? L'histoire permet de situer le présent dans une durée et des trajectoires longues. Elle met au jour des possibles que le cheminement historique a fermés. Dès lors, elle peut contribuer à retirer au présent son allure de fatalité en y faisant émerger aussi des possibles avant qu'ils se closent. [16]

Mais l'auteur n'est pas le maître des lectures de son travail, l'historien pas plus qu'un autre.

### Sources

TsGASP : Archives nationales de Saint-Pétersbourg (Tsentral'nyi gosudartsvennyi arkhiv Sankt-Peterburga), fonds 1788 (usine Poutilov).

*Za industrializatsiiu* [Pour l'industrialisation], journal du commissariat du peuple à l'Industrie lourde.

## Notes

[1] Cet article est la version modifiée d'un article publié en russe dans : *Neprikosnovennyi Zapas*, n° 42, juillet 2005, « V pogone za avtoritetom (1930-e gody) » : <http://www.nz-online.ru/print.phtml...>. Je remercie Simona Cerutti et Catherine Goussef pour leur lecture avertie et Nathalie Jas pour sa merveilleuse attention critique qui m'a été si utile.

[2] Les sociologues et les historiens des sciences ont également beaucoup réfléchi sur cette relation : voir un bilan dans Pestre (1995). Une des plus remarquables études dans ce sens se rapporte à l'invention de l'électron (Lelong, 1997).

[3] Définitions équivalentes de l'autorité dans Weber (1995 : vol. 1, 95) et Kojève (2004 : 59-61). Voir aussi Arendt (2002).

[4] Sauf mention spéciale, dans les citations de textes en langue russe, je réserve strictement le mot français « autorité » à la traduction du mot « *avtoritet* ».

[5] Les historiens ont beaucoup travaillé ces questions mais pas sous l'angle précis de l'« autorité ». Deux exemples : Siegelbaum (1984) et Shearer (1991).

[6] La notion d'« autorité en situation » est développée par Bella Ostromoukhova dans sa thèse en cours sur Les mouvements informels de jeunes en URSS (1956-1968) (voir ce n° d'ethnographiques.org, <http://www.ethnographiques.org/2006/Ostromoukhova.html>).

[7] Les historiens américains traduisent souvent le terme « prava » par « authority ». Par exemple, D. Shearer (1996 : 204) traduit un propos d'Ordzhonikidze (le puissant commissaire du peuple à l'Industrie lourde) à propos du contremaître en 1933 : « Kakie u nego prava ? » (pluriel de « droit » ; serait en français : « Quels sont les droits dont il dispose ? ») par « What authority does he have ? ». Merci à Marc Elie pour m'avoir procuré le texte russe original. Une autre hypothèse, suggérée oralement par Jane Burbank (New York University), serait que la notion russe d'une autorité conçue comme allocation de droits ne provienne, pas moins que d'occident, d'une tradition impériale asiatique, et plus précisément chinoise : recherche à poursuivre.

[8] Discours : Archives nationales russes d'histoire politique et sociale (Rossiiskii gosudarstvennyi arkhiv sotsial'no-politicheskoi istorii), 85/29/67/87-95. Sur le *nachal'stvo* qui prolifère dans toute la société, voir Lewin (1993 : 282).

[9] La langue russe dispose pour dire cela d'un adjectif que n'a pas le français : *avtoritetnyi*, qui pourrait aussi se traduire comme « compétent ». Il renvoie à des qualités personnelles qui sont aussi morales.

[10] Je remercie Jacques Texier dont l'érudition marxienne m'a permis cette reconstitution.

[11] Les coupures sont dans la *Pravda*.



[12] Le terme d'autorité est fréquent chez Lénine qui est convaincu que « la classe ouvrière [...] a besoin d'autorités » (« *rabochemu klassu [...] nuzhny avtoritety* ») : cela justifierait toute une étude (Lénine, 1963 : 80, extrait d'un texte de 1906 figurant dans les œuvres de Lénine en russe, 5e éd., t. 14 : 226).

[13] C'est la définition de la domination par Weber (1995 : vol. 1, 95).

[14] La victoire n'est pas toujours celle du centre, ni du parti, ni de la police politique..., mais rien n'est jamais acquis.

[15] On n'est donc pas dans une histoire qui serait gouvernée par l'idéologie : d'une part celle-ci se pense comme dispersée, dans la diversité locale de ses convocations, d'autre part, du point de vue processuel de la temporalité de l'action, elle n'est pas moins justification a posteriori des actes, et donc conformée après coup sur ceux-ci, que leur pilotage a priori : on ne saurait en tout cas la considérer comme première dans l'analyse. Les formes de l'usage priment.

[16] Je dois ces formulations à Nathalie Jas.

## Bibliographie

ARENDRT Hannah, 1989, "Qu'est-ce que l'autorité", in *La Crise de la culture*, Paris, Gallimard, pp. 121-185.

ARENDRT Hannah, 2002, "Autorité, tyrannie, totalitarisme", in *Les origines du totalitarisme. Eichmann à Jérusalem*, Paris, Gallimard, pp. 880-895.

BIENSTOCK Gregory, SCHWARZ Solomon M. et YUGOW Aaron, 1944, *Management in Russian Industry and Agriculture*, London, Oxford University Press.

BIERSTEDT Robert, 1954, "The Problem of Authority", in Morroe Berger et al., dir., *Freedom and control in modern society*, New York, Van Nostrand, pp. 67-81.

CERUTTI Simona, 2004, "Microhistory : social relations versus cultural models ? Some reflections on stereotypes and historical practices", in A. M. Castrén, M. Lonkila et M. Peltonen, dir., *Between Sociology and History. Essays on Microhistory, Collective Action, and Nation-Building*, Helsinki, S.K.S., pp. 17-40.

COHEN Yves, 2003, « Administration, politique et techniques : Réflexions sur la matérialité des pratiques administratives dans la Russie stalinienne (1922-1940) », *Cahiers du monde russe*, vol. 44, n° 2-3, pp. 269-307.

COHEN Yves, 2005, « L'autorità della materia : alcuni aspetti dell'amministrazione dell'industria in Urss negli anni trenta », *Imprese e storia*, n° 31, pp. 7-40 (version antérieure non complète en anglais : « Matter matters to authority : Some aspects of Soviet industrial management in the thirties », Business history Conference Meeting, Le Creusot, juin 2004, [En ligne] BEHonline, <http://www.thebhc.org/publications/BEHonline/2004/Cohen.pdf>, page

consultée le 15 mai 2006).

DURKHEIM Emile, 1990, *Les formes élémentaires de la vie religieuse. Le Système totémique en Australie*, Paris, PUF (1e éd. 1912).

ENGELS Friedrich, 1874, « Dell'autorità », *Almanacco repubblicano per l'anno 1874*, [En ligne] Archivio Internet dei Marxisti, <http://www.marxists.org/italiano/marx-engels/1872/autorita.htm>, page consultée le 15 mai 2006 (la version allemande est fondée sur celle-ci).

FOUCAULT Michel, 2004, *Sécurité, territoire, population. Cours au collège de France, 1977-1978*, Paris, Gallimard-Seuil.

GIGNOUX Claude-Joseph, 1937, *Patrons, soyez des patrons !* Paris, Flammarion.

GILL Graeme, 1980, "Political Myth and Stalin's Quest for Authority in the Party", in T. Rigby, dir., *Authority, Power and Policy in the USSR*, Londres, Macmillan, pp. 98-117.

KOJÈVE Alexandre, 2004, *La notion de l'autorité*, Paris, Gallimard.

LELONG Benoît, 1997, "Paul Villard, J. J. Thomson et la composition des rayons cathodiques", *Revue d'Histoire des Sciences*, vol. 50, n° 1-2, pp. 89-133.

LÉNINE Vladimir, 1963, *V. I. Lenin ob avtoritete rukovoditelja* [Lénine sur l'autorité du dirigeant], Moscou, Politizdat.

LEWIN Moshe, 1993, "On Soviet industrialization", in William G. Rosenberg et Lewis H. Siegelbaum, dir., *Social dimensions of Soviet industrialization*, Bloomington et Indianapolis, Indiana University Press, 1993, pp. 272-284.

PESTRE Dominique, 1995, "Pour une histoire sociale et culturelle des sciences", *Annales. HSS*, 50e année, n° 3, pp. 487-522.

SAPIR Jacques, 1989, *Les fluctuations économiques en URSS, 1941-1985*, Paris, Éditions de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales.

SHARKOV A., 1940, *Partiinoe stroitel'stvo* [La construction du parti], n° 23-24.

SHEARER David R., 1991, "The Language and Politics of Socialist Rationalization", *Cahiers du Monde russe et soviétique*, vol. 32, n° 4, pp. 581-608.

SHEARER David R., 1996, *Industry, State, and Society in Stalin's Russia, 1926-1934*, Ithaca, Cornell University Press.

SIEGELBAUM Lewis H., 1984, "Soviet Norm Determination in Theory and Practice, 1917-1941", *Soviet Studies*, vol. 36, n° 1, pp. 45-68.

SOLOMON Peter R., 1996, *Soviet Criminal Justice under Stalin*, Cambridge, Cambridge University Press.

WEBER Max, 1995, *Economie et société*, Paris, Pocket, 2 vol. (1e éd. 1921-1922).